Une dure année s'achève

L'année 2008 tire sa révérence. Sur une prospective plutôt négative. Sur tous les plans et au double niveau national et international. Elle aura, sur le plan politique, tiré un trait sur l'espoir, même menu, d'une éventuelle alternance au pouvoir. Le président Bouteflika s'est affranchi le 12 novembre, par l'entremise d'une conférence parlementaire, de l'obstacle que la Constitution dressait devant son désir de pérennité à la tête de l'Etat. Rien, cependant, ne valide cette perpétuation du règne que formalisera le prochain scrutin présidentiel. Ni la performance économique, ni le bien-être social ne furent, après deux mandats consécutifs. La stratégie de relance économique s'est soldée par un échec patent, que le président a fini, au demeurant, par avouer publiquement, en servant à une auguste conférence des maires un «nous avons fait fausse route» La crise financière internationale n'est pas évidemment pour soigner les espoirs en matière économique. Elle sonne le temps des vaches maigres pour un pays qui tire sa principale recette de la commercialisation des hydrocarbures. L'année 2008 s'achève sur un pouvoir d'achat qui chute vertigineusement. Une chute qui irait assurément s'aggravant l'année qui s'ouvre. Une année 2009 qui, par ailleurs, ne s'annonce pas porteuse d'espoirs en matière de libertés publiques. L'augure est plutôt mauvais pour les entreprises partisanes et les initiatives syndicales et associatives. Le régime projeté ultra-présidentiel ne s'accommodera que des seuls courtisans et étouffera davantage les voix discordantes. Ce n'est pas de sitôt que l'élection de Barack Obama à la présidence des USA influera sur la pratique et les mœurs politiques nationales.

S. A. I.

SCÈNE POLITIQUE

Une année pathétique

L'année 2008 a connu d'importants évènements sur le plan politique. Révision de la Constitution, retour de Ouyahia aux affaires publiques, instauration du poste de Premier ministre, congrès de partis… 2008 est également une étape importante dans le processus de «normalisation» de la scène politique.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Deux ans. Il a fallu deux longues années pour permettre à Abdelaziz Bouteflika de procéder à la révision de la Constitution. Bien qu'il n'ait jamais caché son intention de revoir la loi fondamentale depuis son intronisation en 1999, Bouteflika en a fait l'annonce officielle le 4 juillet 2006 au siège du ministère de la Défense nationale. 2008 est donc l'année de la concrétisation de son projet.

Mercredi 29 octobre, à l'occasion de l'ouverture de l'année judiciaire, Bouteflika présente les dispositions qu'il souhaite introduire dans la Constitution.

Une révision «partielle» mais «essentielle» qui donne la possibilité à son initiateur de faire sauter le verrou de la limitation des mandats présidentiels.

Le processus d'amendement ne s'avérera qu'une simple formalité, tant pour le Conseil constitutionnel que pour le pouvoir législatif.

Le 12 novembre, les membres du Parlement, réuni en ses deux chambres au palais des Nations, adopte à une très large majorité le projet de loi portant révision de la Constitution.

Dès l'entrée en vigueur du texte, Abdelaziz Bouteflika reconduit le staff gouvernemental, à l'exception du ministre de la Communication, Abderrachid Boukerzaza.

Ahmed Ouyahia, alors chef du gouvernement, prend le statut de Premier ministre.

Ses prérogatives sont, bien évidemment, revues à la baisse. Pourtant, Ouyahia revient de loin. De très loin.

T. H.

Ouyahia, le retour

Remercié en mai 2006 et remplacé par son «allié» Abdelaziz Belkhadem, Ahmed Ouyahia se consacrera exclusivement à la gestion de son parti politique, le Rassemblement national démocratique. Contre toute attente, il est invité à reprendre du service en avril dernier en qualité de représentant personnel du chef de l'Etat. C'est en cette qualité qu'il prendra part au sommet Inde-Afrique qui s'est déroulé à New-Delhi. Il assistera ensuite à des évènements importants au Ghana et au Japon.

La fin de la disgrâce est prononcée le 23 juin.

Ahmed Ouyahia reprend la chefferie du gouvernement. Une remise en selle inattendue.

Normalisation politique

Photos : Samir Sid

2008 a également surtout été l'année de la concrétisation du processus de «normalisation» politique. A quelques mois seulement de l'élection présidentielle, la scène politique semble comme pétrifiée. Nous sommes très loin de l'effervescence de 2003 et 2004. Mis à part quelques réactions, sans réel effet, du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), du Front des forces socialistes (FFS) ou encore, à titre individuel, de quelques personnalités, il n'existe aucune opposition structurée. Certes, certains partis politiques ont annoncé leur intention de présenter un candidat en 2009. Sauf que cette participation tiendra plus de la figuration.

2008, Abdelaziz Bouteflika a finalisé l'instauration de son système de gouvernance pour revenir une nouvelle fois en 2009. Bouteflika est et restera président.

Sur le plan politique, 2008 a été une année creuse… pathétique.

FLN et MSP, des partis en crise

Mais ce retour est un échec cinglant pour le Front de libération nationale de Abdelaziz Belkhadem. Sclérosé par une crise majeure, le FLN perd le peu de crédibilité qui lui restait.

Il faut dire que ce parti a bâti son programme politique sur un seul et unique objectif: la réélection de Abdelaziz Bouteflika à un troisième mandat présidentiel.

Tout le reste n'est que secondaire. Sur le plan organique, la formation est totalement désorganisée, les structures de bases (mouhafadhas et kasmas), empêtrées dans des conflits inextricables, guerres de leadership au sommet… en 2008, le Front de libération nationale a poursuivi son naufrage.

Bien qu'elle n'ait pas atteint les mêmes proportions, la situation au sein du Mouvement de la société pour la paix (MSP) s'est détériorée au courant de l'année 2008. Faute de consensus entre les groupes menés par Aboudjerra Soltani et Abdelmadjid Menasra, le congrès ordinaire, qui s'est tenu au mois de mai, a été bloqué durant 48 heures. Soltani prendra finalement le dessus sur son rival, à la faveur d'un forcing dans la pure tradition islamiste. Mais le conflit entre les deux clans reprendra de plus belle au lendemain du Congrès.

Actuellement, les pro-Menasra tentent d'organiser un mouvement de protestation. Celui-ci active principalement au sein des groupes parlementaires du parti à l'Assemblée et au Sénat.

T. H.